



Conférence de presse 5 mai 2021

Chacun.e a pu voir les images des événements qui ont eu lieu place de la Nation le 1^{er} mai.

Nous les avons vécues ! Cette manifestation qui a fait la une des médias pour les violences subies par nos camarades, a été également pour beaucoup des manifestant.e.s une réussite, avec plus de 25 000 participant.e.s, dans un climat dynamique et festif, alternant slogans revendicatifs et orchestre, mélangeant militant.e.s de différents horizons, et familles.

Pour revenir sur cette manifestation et en décrire brièvement son déroulement :

L'atmosphère était pesante dès l'installation du cortège sur le boulevard Voltaire, avant même que la manifestation ne démarre.

Cette tension émanant des forces de l'ordre, à l'encontre des organisations syndicales installant le cortège. Ordre, contre ordre, tout cela sous l'œil de gendarmes mobiles armés de fusils d'assaut.

Pour l'anecdote, même Philippe Martinez a été contrôlé, sacs fouillés à son arrivée sur la manifestation.

Plusieurs camionnettes des gendarmes mobiles étaient positionnées devant le carré de tête, empêchant le cortège de s'élancer.

Le scénario était écrit d'avance par la préfecture de police.

Le premier incident s'est déroulé au métro St Ambroise où les forces de l'ordre ont laissé un individu, seul, pendant de longues minutes voir des dizaines de minutes détruire la devanture d'une agence de la société générale, alors que le cortège était à l'arrêt, un feu ayant été allumé sur le boulevard.

La réaction tardive des forces de l'ordre a été d'attaquer le carré de tête unitaire à coup de gaz lacrymogène et de charge des BRAV. 3 tirs ont touché le camion largement identifié de l'union régional CGT. Le carré de tête unitaire a été encerclé par les FDO, puis victimes de nombreux jets de projectiles divers.

La suite du parcours de cette manifestation a été plus serein, jusqu'à la place de la Nation.

Lors de notre arrivée sur la place, les militants CGT au sein du carré de tête unitaire, puis les tous les manifestant.e.s badgé ;e.s CGT ont éssuyé.e ;s des tombereaux d'injures sexistes, homophobes, racistes, allant jusqu'à : A mort les syndicats. La haine était palpable.

Après des premiers incidents, provocations, bousculades, coups, projectiles sur les manifestants, les premières camionnettes, et alors que nous étions sur le point de quitter la Place de la Nation selon les modalités définies par la Préfecture de Police, nous en avons été empêchés par les forces de l'ordre et victimes de violences inouïes sous leurs yeux sans que ceux-ci ne daignent réagir, ni protéger les manifestants comme leur mission l'impose.

Les grilles cadenassées bloquant l'accès au cours de Vincennes, lieu où les cars des manifestants étaient garés sur préconisation de la préfecture de police, et donc permettant la dispersion de la manifestation, a été non seulement l'ultime provocation des forces de l'ordre après celles subits tout au long de la manifestation, mais a aussi mis en danger la vie de nos camarades.

Nous avons alors subi 2 attaques, orchestrées, d'une haine et d'une violence inouïe, dans une souricière mise en place par la préfecture de police. Vous avez vu les images qui tournent en bouclent sur les réseaux sociaux.

Nous réaffirmons que les différentes attaques subies par les militant.e.s identifié.es de la CGT, par des individu.e.s clairement, pour leur grande majorité étaient issu.e.s de l'extrême droite.

Nous affirmons que cette attaque est bel et bien du type fasciste.

En témoigne la haine, les insultes proférées, les armes utilisées, le déchainement sur les réseaux sociaux. Même malgré des divergences politiques, quel individu, ou groupe, de notre camp social s'en prendrait à des militantes et militants syndicaux à coup de poing américains, barre de fer, pavés, burins, canettes remplies de colle et bris de verre, liquide comportant de l'acide,

Blessant 21 de nos camarades :

Pour n'en citer que quelques-un.e.s :

Dominique 61 ans retraité employé de mairie

Didier 60 ans Technicien

Lassana 52 ans adjoint technique de mairie

Samuel 34 ans contrôleur des finances

Sylvain 50 ans adjoint technique de Mairie

Dominique 69 retraité Ratp

Alexandre 33 ans technicien

Didier 54 ans ouvrier en imprimerie

Zoubir 50 ans ouvrier en imprimerie

Alexis 35 ans ouvrier en imprimerie

François 35 ans ingénieur du son

André ingénieur Ergonome

Barbara 46 ans agent hospitalier

Yannick 40 ans professeur en lycée professionnel

Raymond 44 ans Egoutier

Julien 40 ans travailleur social

Tout cela une fois encore pour réaffirmer que les camarades de la CGT sont des salariés, des retraités, syndiqués à la cgt qui se mettent à la disposition de notre organisation pour assurer la sécurisation des cortèges. Le rôle qui leur est assigné est celui au service du bon déroulement de nos actions. Ils ne sont pas des professionnels de la sécurité, ni là pour faire le travail des forces de l'ordre, protéger l'espace public et privé des dégradations, ni pour protéger les manifestants au-delà des cortèges syndicaux.

Ces camarades femmes et hommes, ont subies des attaques d'une violence extrême, les équipements dont disposaient leurs agresseurs démontrent que tout ceci était organisé, prémédité et que la CGT, le Monde du travail était leur cible.

Ces individus violents et organisés sont un danger pour la démocratie : ils doivent être démasqués.

Oui, nos camarades ont répliqué, lorsque l'apaisement n'était plus possible, leur vie en danger. Comme à chaque attaque de ce type qui ont émaillée

l'histoire de la CGT, et nous continuerons à le faire : cela s'appelle l'auto-défense ouvrière inscrite dans les traditions du mouvement ouvrier et progressiste.

La responsabilité du Préfet de Police est évidente : en empêchant l'évacuation des militantes et véhicules comme cela était prévu, il a délibérément mis en danger des centaines de personnes, et interroge sur la doctrine de maintien de l'ordre du gouvernement.

Déjà lors des précédents premier Mai, lors de précédentes manifestations, son attitude avait été pointée dans l'enchaînement des provocations et difficultés qu'il met en place, espérant que sa stratégie empêche le bon déroulement des manifestations.

D'ailleurs, au cours de la manifestation parisienne du 1er mai, alors que des mouvements injustifiés des forces de l'ordre suscitaient de vives tensions au sein du cortège syndical, un policier a violemment percuté et jeté au sol un membre de l'Observatoire parisien des Libertés publiques, créé par la fédération de Paris de la Ligue des droits de l'Homme et la section parisienne du Syndicat des Avocats de France.

Ce membre de la BRAV (brigade de répression des actes violents) voulait empêcher cet observateur de filmer et ainsi de mener sa mission d'observation et de témoignage sur les pratiques policières.

Le Préfet de Police doit être révoqué, il a failli à de nombreuses reprises à la protection des manifestants et à l'exercice du droit à manifester.

Nous n'oublions pas, la responsabilité du gouvernement et du ministre de l'intérieur, qui le maintiennent en place, espérant que la stratégie de tension leur serve politiquement, étouffent les revendications du monde du travail, et la contestation des politiques gouvernementales et patronales.

Nous étudions actuellement les possibilités de déposer une plainte contre le préfet de police, nous sommes en possession d'une vidéo de la manifestation de samedi, que nous a remis une association indépendante.

De même, nous allons demander l'ouverture d'une enquête parlementaire, afin de faire la clarté sur la gestion du maintien de l'ordre lors de la manifestation de ce premier mai, ainsi que lors des manifestations depuis 2016, et lus particulièrement sur celles des 1^{er} Mai.

Nous tenons à remercier tous les soutiens qui se sont exprimés depuis les violentes attaques que nous avons subi samedi, qui sont venues de diverses horizons qu'ils soient politiques, syndicaux ou d'associations.

Nous remercions les Urifr FO et FSu présentent aujourd'hui à cette conférence de presse.

Par contre nous n'avons que faire des pseudos soutiens des partis de droites, d'extrême droites et de membres du gouvernement, qui attisent la haine et la division entre les femmes et les hommes de notre pays à des fin politiques et électoralistes. Le fond de l'air est brun, et la CGT ne cessera de dénoncer cette dérive comme nous l'avons fait à l'occasion de la Tribune dans Valeurs Actuelles des généraux appelant de leurs vœux à la guerre civile.

D'autres incidents, ont émaillé les cortèges syndicaux du 1^{er} mai, à Nantes, Montpellier et Lyon. Des tags ont été découverts sur des locaux d'organisations syndicales en province.

La CGT restera mobilisé auprès de tous les travailleur.se.s, quelques soient leur origines, avec ou sans papier.

Nous appelons l'ensemble du monde du travail à se mobiliser, à rejeter toutes les formes de haine qui divisent les femmes et les hommes, à renforcer avec les organisations syndicales, les luttes face aux politiques libérales au service du capital, et aux attaques contre les libertés individuelles et collectives.

Le monde du travail ne reculera devant aucune forme d'agression, d'intimidation et poursuivra la lutte pour faire entendre ses revendications, ses aspirations de changement pour une société plus juste, solidaire répondant aux urgences sociales, sociétales, environnementales et d'égalité entre les femmes et les hommes.

No Pasaram !